

Rompre avec la politique des « *conclaves* » et du dialogue social

« *Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons.* » Warren Buffet, 2005

La direction confédérale a annoncé le 20 mars qu'elle quittait les pseudo-concertations avec le patronat concernant les retraites, après trois semaines de participation à ce marché de dupes.

Elle l'a fait après une consultation interne organisée en urgence... alors qu'aucune consultation n'avait été organisée pour y participer. Une parodie de démocratie dénoncée par la base qui connaît le piège du « dialogue social »

Il était clair que rien ne pouvait en sortir au moment où le gouvernement avait déjà fait passer en force un budget entièrement tourné contre les travailleuses et travailleurs. Dans la situation de récession et d'endettement massif, il n'était pas question ni pour Bayrou, ni pour le patronat, de céder quoi que ce soit à nos revendications. A l'heure du militarisme et de la guerre, cette mascarade devenait intenable.

Sophie Binet, sur France 2, a justifié ce départ en disant : « *Le Premier ministre et le patronat ont **malheureusement** définitivement enterré ce conclave. Alors que **le Premier ministre s'était engagé** à ce que ces discussions soient « sans totem ni tabou », il nous a dit ce week-end qu'il y avait un tabou : les 62 ans.* »¹

C'est donc avec regret que la direction fait ce choix ! Pire, elle fait comme si elle avait pris au sérieux l'engagement de Bayrou pour une discussion « *sans totem ni tabou* » légitimant ainsi le fait que les syndicats seraient encore écoutés alors qu'ils sont méprisés, rabaissés et donc vidés de leur substance pour entériner la victoire du Capital.

Comment une direction syndicale peut-elle inspirer la confiance et encourager les luttes, si elle regrette que ses ennemis, patronat et gouvernement, n'ont pas discuté honnêtement ?

Le « *conclave* » était un calcul politicien de Bayrou, illégitime, pour éviter la censure à l'Assemblée de la part du PS qui s'est prêté à ce jeu, une manœuvre aussi pour lier les mains des syndicats. Aucun « Pacte de stabilité » avec ce gouvernement n'aurait dû justifier cette participation de la CGT, à l'heure de l'austérité et de la guerre. La CGT n'a pas pour rôle de légitimer une politique largement rejetée, dans les urnes et dans la rue.

Au contraire, il s'agit de faire entendre l'exigence de l'abrogation de la réforme de 2023, et des contre-réformes précédentes comme la Loi Touraine. Pour encourager la mobilisation sur les retraites, la CGT doit revendiquer le retour à la retraite à 60 ans et 37,5 annuités de cotisations et travailler à l'organisation des luttes pour l'obtenir.

La situation du capitalisme et de montée des guerres impose de faire entendre clairement que l'heure est à l'affrontement entre « eux » et « nous », entre le capital et le travail.

Cela implique qu'aucun dialogue social ne peut être engagé dans cette situation, et que notre objectif est d'appeler les travailleur.ses à s'organiser et à lutter en toute indépendance, pour leurs seuls intérêts de classe.

Adoptée par la CEN de la CGT Enseignement Privé, à Montreuil, le 27 mars 2025



¹ site confédéral : [La CGT quitte les concertations sur les retraites et appelle à la mobilisation | CGT](#)